

Archives cantonales vaudoises

Rapport d'activité

2006

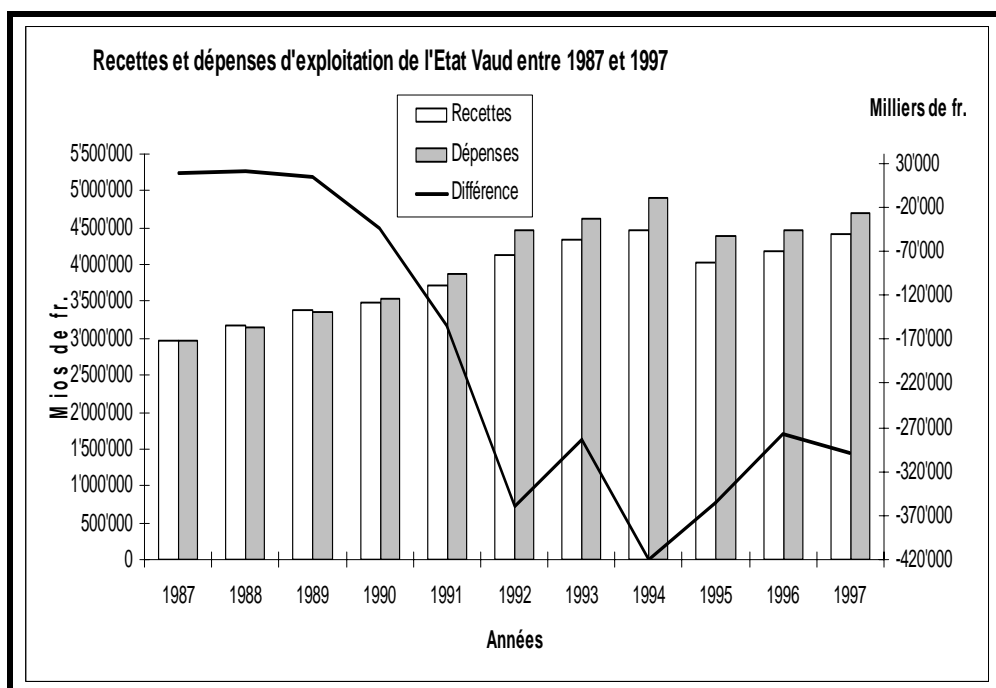


Illustration de couverture : Graphique en relation avec le dossier thématique de l'année 2006 (publié dans un fascicule séparé), *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif 1970-1998*. Données tirées de l'*Annuaire statistique du canton de Vaud*

ADRESSE : Archives cantonales vaudoises
Rue de la Mouline 32
1022 CHAVANNES-PRES-RENENS

TELEPHONE : National : 021 316 37 11
International : + 41 21 316 37 11

FAX : National : 021 316 37 55
International : + 41 21 316 37 55

E-MAIL : info.acv@vd.ch

INTERNET : <http://www.vd.ch/archives-cantoniales>

ACCES : - Transports publics : Métro-Ouest dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt "Mouline".
- Par la route : depuis le centre-ville, direction "Genève" ou "Université", route de Chavannes/route de la Maladière, rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.
- Par l'autoroute : direction "Lausanne-Sud", sortie "Université/EPFL", direction "Sciences humaines", traverser le métro, direction "Chavannes/La Mouline".
- Places de parc devant le bâtiment : s'inscrire à la réception.

HEURES D'OUVERTURE : Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9 h. 00 - 17 h. 00
Mercredi : 14 h. 00 - 19 h. 00

FERMETURE ANNUELLE : Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT

LEUR SIEGE AUX ACV : Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative : Christian Gilliéron
Lectorat : Christian Gilliéron et Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, octobre 2007
1100 exemplaires

Introduction

Le Grand Conseil a accordé, le 28 mars 2006, un crédit d'ouvrage de Fr. 2'171'000 au Conseil d'Etat pour financer les travaux de densification des locaux de stockage des Archives cantonales vaudoises. Cette décision, prise dans un environnement financier difficile et après un examen scrupuleux des besoins d'archivage, est une reconnaissance du travail accompli par les Archives cantonales vaudoises depuis une dizaine d'années. Elle va donner des moyens nouveaux d'absorber les arriérés d'archives dans l'Administration cantonale vaudoise et à l'Ordre judiciaire vaudois, permettre une redistribution des surfaces selon les provenances, les natures et les types de support des fonds d'archives, ainsi que selon leur valeur historique. Les politiques systématiques de reconditionnement de certaines parts d'archives, en particulier les documents de grand et hors format, vont être amplifiées en fonction d'équipements adaptés et standardisés. Si les travaux de densification vont s'étendre de 2006 à 2008, les tâches de classement vont durer plus longtemps. Le déficit d'inventaires est en passe d'être absorbé en raison d'un engagement déterminé et constant des ressources humaines dans ce domaine, depuis 1996.

1. Personnel

1.1. Personnel régulier

Directeur :	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur :	Christian Gilliéron
Adjoint, chargé des relations avec les communes :	Robert Pictet
Archivistes :	Olivier Conne Jérôme Guisolan Pierre-Yves Favez (80 %)
Assistant-archiviste principal :	Jean-Marc Falciola
Assistante-archiviste :	Claudia Margueron
Photographe :	Olivier Rubin (75 %)
Restauratrice :	Anne Bellanger (50 %)
Restaurateur :	Stephan Böhmer (50 %)
Premières employées d'administration :	Corinne Brélaz Carole Laubscher
Concierge (Service immeubles, patrimoine et logistique) :	Michel Morgenthaler

Aucun changement n'a eu lieu en 2006 dans le personnel régulier des ACV.

1.2. Personnel auxiliaire

Quatre auxiliaires rétribués à l'heure par les ACV ont réalisé des travaux d'inventaire de fonds d'archives ou de bibliothéconomie :

- M. Arthur Bissegger s'est vu confier le classement et l'inventaire de plusieurs fonds médiévaux ou principalement médiévaux

- M. Acacio Calisto a classé et inventorié plusieurs fonds privés de la section P et des plus anciens fonds de la section PP, dans le cadre du traitement prioritaire de ces fonds en vue des travaux de densification des locaux de stockage des ACV (voir les chapitres 5 et 6.2)

- Mme Michèle Giorgianni a aussi classé et inventorié, dans le même cadre, plusieurs fonds privés ; elle a également traité un important fonds privé récemment entré, grâce à une subvention de l'entreprise donatrice (voir ci-dessous)

- M. Jean-Luc Wermeille a assumé la gestion de la bibliothèque (voir le chapitre 7).

Trois auxiliaires rémunérés à l'heure par des tiers ont pu être employés pour différents travaux de sélection, de classement et d'inventaire d'archives :

- M. Philippe Barras a effectué, dans les nouvelles Justices de paix de district, le tri et la remise en ordre des archives héritées en 2002-2004 des 63 ex-Justices de paix de cercle (voir le chapitre 4.1) ; parallèlement, il a traité aux ACV une partie des volumineuses archives versées par l'Ordre judiciaire les deux années précédentes; ce travail a été financé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire

- M. Fabrice de Icco a terminé le classement et l'inventaire des archives de la famille de Blonay, déposées aux ACV; ce travail a été financé par la Fondation du château de Blonay (PP 637)

- Mme Michèle Giorgianni a inventorié le fonds de La Suisse Assurances (PP 844), avec une participation financière de l'entreprise.

Trois auxiliaires payées à l'heure, Mmes Gisèle Gandillon, Maria Paz et Ana Reyes de Sanchez, ont secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de stages de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 2 à 12 mois (dans certains cas, partiellement sur 2005 ou 2007), de la collaboration de sept personnes, qui ont effectué des travaux, soit de classement et d'inventaire, soit de saisie informatique, de manutention, de conditionnement et d'étiquetage, soit encore, dans un cas, de restauration et de préservation : Mmes et MM. Francesco Altavilla, Daniel Guélat, Vanessa Imgrüt, Claude-Alain Jaussi, Robert Oulevey, Sylvain Schmalz et Evelyne Somparé. Une partie importante de ces travaux était liée à la préparation de la densification des locaux de stockage des ACV.

MM. Christophe Delley, Omar Odermatt, Lionel Perrinjaquet et Francesco Veri ont effectué aux ACV des périodes de service civil de deux mois et demi à quatre mois, pendant lesquelles ils ont effectué des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives.

Cinq personnes ont exécuté aux ACV des peines de 20 à 240 heures de travaux d'intérêt général (TIG), gérés par la Fondation vaudoise de probation. Elles ont été employées à des travaux de saisie informatique, de classement, de manutention, d'étiquetage et de conditionnement.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Assistants en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire de Lausanne (BCU) en les recevant deux mois au cours de leur 2^e année et 1,5 mois pendant leur 3^e année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). A raison de deux personnes par volée, ce sont donc quatre apprentis de la BCU qui sont reçus chaque année par les ACV. En 2006, ce sont ainsi Mmes et MM. Naïm Ben Khelifa, Alexandra Borowek, Jimmy Lextreyt et Céline Porret qui ont effectué leurs stages d'archivistique dans notre institution.

Quatre personnes ont suivi des stages d'initiation professionnelle aux ACV, généralement d'une durée de six mois (dans certains cas, partiellement sur 2005 ou 2007), en vue de leur admission à la Haute Ecole de Gestion (HEG) de Genève / Département d'information documentaire, au Certificat d'Etudes Supérieures en Information Documentaire (CESID) de l'Université de Genève ou au Certificate of Advanced Studies in Archival and Information Science des Universités de Berne et Lausanne. Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Mmes et M. Acacio Calisto, Amanda Paul-Joseph, Marie-Loyse Huser et Juliette Reid.

Mme Maud Buchwalder, étudiante en restauration-conservation à l'Ecole de Condé, à Lyon, a effectué dans le cadre de sa formation un stage de deux mois à l'atelier de restauration des ACV.

Six personnes, Mmes et MM. Jocelyn Annaz, Fanny Baumann, Kim Dutoit, Nicolas Girardoz, Marion Vernez et Claire Viquerat ont suivi des stages d'orientation professionnelle d'une semaine organisés en collaboration par les Archives de la Ville de Lausanne (2 jours), les Archives du Comité international olympique (1 jour) et les ACV (2 jours).

Ainsi que cela a déjà été relevé toutes ces dernières années, la réalisation d'une part importante des missions des ACV repose donc, depuis plusieurs années, sur du personnel auxiliaire et temporaire (voir le chapitre 6).

1.3. Formation permanente du personnel

Outre différentes réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes :

- Mme et MM. Conne, Coutaz, Gilliéron, Guisolan et Laubscher, un cours d'une demi-journée sur la sécurité informatique
- MM. Conne, Coutaz et Rubin, une formation sur le logiciel Typo 3
- Mme Bellanger, un séminaire sur la gestion du stress
- M. Coutaz, un séminaire sur la valorisation des archives audiovisuelles par Internet
- M. Pictet, un cours sur la sécurité dans les Archives communales.

En outre, Mme et MM. Bellanger, Böhmer, Coutaz, Gilliéron, Guisolan et Morgenthaler ont participé aux deux jours d'exercices pratiques qui ont eu lieu à Gollion, les 20 et 21 septembre, dans le cadre du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Enfin, dans le cadre des préparatifs du chantier de densification, l'ensemble du personnel des ACV a suivi, les 19 et 26 avril, deux matinées de cours, l'une consacrée à l'utilisation des extincteurs et l'autre aux premiers secours.

2. Bâtiment et équipement

Evoqué depuis 1997, attendu depuis 2004, remanié 13 fois, l'Exposé des Motifs et Projet de Décret (EMPD) sur la densification des locaux de stockage des ACV a été voté à l'unanimité par le Grand Conseil, le 28 mars 2006. Le projet ainsi finalement adopté divise en deux étapes les travaux initialement prévus : la première (densification de 8 cellules au lieu des 19 envisagées à l'origine), qui sera réalisée entre décembre 2006 et le printemps 2008, est strictement conçue pour absorber jusqu'en 2011, en plus des quantités annuelles ordinaires, les urgences parmi les arriérés de versements en attente dans les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire. La réalisation de la seconde étape, à partir de 2012, dépendra d'une nouvelle appréciation des besoins, qui devra alors être effectuée.

Le crédit d'ouvrage accordé se monte à 2'171'000 francs (au lieu des 5'251'000 francs du projet initial). Il permettra d'augmenter de 5'225 mètres linéaires la capacité d'accueil des ACV. De surcroît, la réorganisation du rangement des fonds qui sera opérée à l'occasion des travaux (environ 7,5 kilomètres linéaires de documents devront être déplacés afin de permettre le remplacement des anciens rayonnages fixes par des rayonnages mobiles) permettra une utilisation plus rationnelle de l'espace à disposition et donc un gain supplémentaire d'approximativement 1 kilomètre.

Parmi les 8 cellules de 256 m² chacune qui seront entièrement vidées puis réaménagées se trouvent un des deux abris de biens culturels que comptent les ACV (murs renforcés, portes blindées) et une cellule réservée aux plans et autres documents hors format, qui recevra un mobilier spécifique.

La réalisation de ce projet, qui a débuté en décembre 2006, va constituer une étape essentielle dans l'accomplissement des missions des ACV. Elle a déjà fortement conditionné leur travail en 2006, du fait des importants travaux d'organisation et de préparation qu'elle a entraînés, et elle continuera à le faire ces prochaines années.

L'interdiction de la fumée est absolue dans tout le bâtiment depuis le 11 octobre 2006, précédant de quelques semaines l'entrée en vigueur de la mesure prise par le Conseil d'Etat pour l'ensemble de l'administration cantonale.

Les travaux ont été limités au strict minimum en 2006 ; ils ont porté en particulier sur la poursuite du remplacement des ferme-portes.

3. Informatique

Depuis le début de l'année, la base de données des ACV est appelée DAVEL (pour Description des Archives cantonales Vaudoises sous une forme ELectronique).

La plupart des inventaires des ACV ont été réalisés sous forme de tableaux Microsoft Word à 3 colonnes, puis, à partir de 2005, dans des tableaux à 21 colonnes, conformément à la norme internationale de description archivistique ISAD(G). En outre, la quasi-totalité des fonds, versements et collections sont décrits sommairement selon cette norme dans DAVEL. Dans une minorité de cas seulement, des inventaires entiers ont été traités dans cette base de donnée. La conservation des données est donc effectuée en partie dans la base et en partie sur un serveur bureautique. Un projet a été initié en 2004, qui vise d'une part à mieux structurer hiérarchiquement les inventaires des fonds d'archives et d'autre part à assurer leur conservation à long terme. Il a été poursuivi en 2006. Rédigé en collaboration avec la Direction des systèmes d'information et adopté le 28 août, son cahier des charges prévoit de couvrir les objectifs suivants : a) supprimer définitivement la saisie des inventaires dans des tableaux Microsoft Word ; b) structurer hiérarchiquement les données enregistrées selon les normes internationales ; c) permettre la récupération de toutes les données d'inventaire dans DAVEL. Le nombre d'unités documentaires dont la description devra être ainsi récupérée est estimé à environ un demi-million. L'option de maintenir DAVEL sur le système de gestion de base de données Livelihood Collections Server (anciennement BASIS-Plus) a dû être écartée en fin d'année, ce produit ne correspondant pas aux standards informatiques de l'Etat de Vaud. Le projet, qui a reçu un financement pour 2007, sera donc ouvert à d'autres solutions sur le marché.

Le 30 novembre 2006, a été mis en ligne le nouveau site Internet des ACV, sur l'outil Typo3. Depuis lors, les ACV sont capables de mettre à jour leur site sans difficulté et de manière plus autonome.

En novembre 2006, un nouveau câblage a été posé, permettant d'augmenter le débit de la liaison informatique de 2 à 100 Mo/seconde. Cette amélioration a rendu à nouveau possible le traitement des images numériques sur le réseau ; elle n'a cependant pas levé tous les problèmes rencontrés depuis 2004 dans l'utilisation des fichiers Microsoft Word sur lesquels sont enregistrés les inventaires.

Notices créées dans la base de données : voir le chapitre 6.5.

Consultation sur le site Internet des ACV : voir le chapitre 11.3.

4. Relations avec les producteurs d'archives

4.1. Relations avec l'administration cantonale

Visites : un nombre record de 185 (108) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale, principalement, comme toutes ces dernières années, dans l'Ordre judiciaire, où les archivistes se sont rendus à 100 reprises, essentiellement pour assurer la mise en ordre des archives des ex-Justices de paix de cercle dont ont hérité les nouvelles Justices de paix de district. Le Département de la formation et de la jeunesse a reçu 22 visites et le Département des institutions et des relations extérieures 19.

Directives et formations : les *Directives pour la gestion des archives* rédigées par les Archives cantonales vaudoises (ACV) et adoptées par le Conseil d'Etat en 2001, ont été légèrement révisées et soumises au gouvernement, qui les a approuvées dans leur nouvelle rédaction le 27 septembre 2006. En même temps, un *Recueil des règles de conservation des documents de gestion*, conçu comme une annexe des directives, a été publié officiellement. Ce document propose un cadre général et commun à toute l'administration pour la gestion des dossiers qui se retrouvent, sous des formes plus ou moins identiques, dans tous les services et offices ; il détermine leurs durées de conservation par ceux-ci et fixe leur sort final (versement aux ACV ou élimination). Il devrait permettre de parvenir progressivement à une harmonisation du classement et du traitement de ces documents dans l'ensemble de l'administration.

En application des directives, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois ont dû désigner chacun, dès 2003, un « préposé à la gestion des archives » parmi les membres de leur personnel. Les ACV ont conçu pour ces préposés une formation spécifique de deux jours, avec un important support de cours intégrant de nombreux modèles et documents de référence. Elles l'ont à nouveau donnée à deux reprises en 2006, les 3-4 mai et 29-30 novembre. 33 préposés au total ont participé à ces deux sessions, animées par MM. Coutaz, Gilliéron, Conne et Guisolan.

Par ailleurs, les ACV donnent depuis 1997, dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP), un séminaire de deux jours intitulé *Principes et méthodes de gestion des documents*, qui est ouvert à toute personne intéressée mais qui constitue en même temps un préalable à l'inscription au cours spécifique pour les préposés à la gestion des archives. Cette année, ce séminaire a été donné à deux reprises, les 22-23 février et 25-26 octobre, par MM. Coutaz, Gilliéron et Guisolan. Il a été suivi par 34 personnes au total, dont une importante part de préposés à la gestion des archives, qui ont ensuite suivi le cours qui leur est spécifiquement destiné.

La formation des préposés à la gestion des archives, initiée en mai 2004, a ainsi été pratiquement achevée en 2006, à quelques personnes près : 80 préposé(e)s sur 88 personnes désignées pour l'administration cantonale et 47 sur 47 pour l'Ordre judiciaire ont été formés. Les quelques personnes restantes ont d'ores et déjà été convoquées pour mai 2007. Ces prochaines années serviront à consolider l'action de ce double réseau, en offrant régulièrement, deux fois par année, des demi-journées de rencontre-formation, afin d'assurer la diffusion d'informations et les échanges d'expériences.

Les pages réservées aux ACV sur l'Intranet de l'Etat de Vaud sont destinées principalement aux préposés à la gestion des archives. Elles constituent un atout important de la communication des ACV, donnant un accès direct aux directives en matière d'archives, à une documentation et à des formulaires, tels que les bordereaux d'élimination et de versement. Elles ont été modifiées et complétées en fonction des nouveaux documents publiés.

Instruments de gestion des documents : l'optimisation de la gestion des archives, en particulier de leur tri, puis de leur élimination ou versement aux ACV, passe par la rédaction de « calendriers de conservation » (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), effectuée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV. Une part importante des relations des ACV avec les différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire est donc consacrée à la promotion et à la réalisation de ces instruments de gestion des archives. Des calendriers de conservation ont ainsi été adoptés, cette année, pour la Direction générale de l'enseignement obligatoire (partie générale, Direction pédagogique, Direction organisation et planification) ; la Haute école pédagogique ; le Service des communes et des relations institutionnelles (Secteur préfetures, Secteur finances, Secteur ressources humaines) et les Tribunaux d'arrondissement. Des projets de calendriers de conservation sont par ailleurs en cours d'élaboration, voire d'approbation, pour plusieurs autres secteurs de l'administration et de l'Ordre judiciaire.

Opérations spéciales : en prévision de la réorganisation des districts et donc des préfetures qu'entraînera l'application au 1^{er} janvier 2008 de la loi sur le découpage territorial (LDecTer), il a été prévu d'effectuer en 2006 et 2007 un tri systématique de toutes les archives conservées par les 19 préfetures actuelles, en vue d'éliminer ou de verser aux ACV tout ce qui pourra l'être, le solde devant être transféré aux nouveaux sièges (ou demeurer sur place, pour les préfetures qui subsisteront et conserveront leurs anciens locaux). Le calendrier de conservation a donc été mis à jour, des instructions précises rédigées et un collaborateur du Service des communes et des relations institutionnelles (SeCRI) spécialement formé à cette tâche par les ACV. L'opération a été présentée au chef du SeCRI et aux personnes concernées de ce service, à la Confrérie des préfets vaudois et aux secrétaires de préfecture responsables des archives.

Les opérations de traitement systématique de certains types d'archives de l'Ordre judiciaire par l'intervention d'un archiviste mandaté et payé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire, encadré et soutenu par les ACV, ont pu être poursuivies cette année encore. L'effort a porté essentiellement sur les volumineuses archives des 63 ex-Justices de paix de cercle dont ont hérité, entre 2003 et 2004, les nouvelles Justices de paix de district, actuellement regroupées en 8 ressorts. Dans de (trop) nombreux cas, les carences du traitement et du classement de ces documents par les anciennes instances entraînaient d'énormes pertes de temps lors des recherches de documents nécessaires à la poursuite de la gestion des affaires entamées sous l'ancien régime ou aux réponses à apporter aux demandes des justiciables et administrés, voire l'échec de ces recherches. Accaparées par la gestion des affaires en cours, les nouvelles autorités ne parvenaient pas à dégager le temps nécessaire aux longs et fastidieux reclassements nécessaires. Ce travail a donc été confié au mandataire, qui a systématiquement passé en revue ces archives, recherché et regroupé les séries essentielles (procès-verbaux des affaires de tutelles et de successions, testaments),

préparé la reliure de 467 volumes de procès-verbaux qui n'avaient pas été reliés, relié lui-même en onglets 76 volumes de testaments (environ 5'500 testaments), sélectionné 235 mètres linéaires (m.l.) de documents périmés afin de les éliminer. 7 des 8 offices actuels ont pu être traités cette année, le dernier le sera au début de 2007.

Parallèlement, le mandataire a participé, aux ACV, au classement et à l'inventaire d'une partie des centaines de mètres de documents de l'Ordre judiciaire versées ces dernières années dans le cadre de ces opérations, afin de permettre leur consultation, surtout dans le cadre des recherches nécessaires pour répondre aux très nombreuses demandes de copies certifiées conformes de jugements et autres documents qui parviennent aux ACV depuis qu'elles ont dû recueillir des archives judiciaires « récentes » (jusqu'à 1985 pour les ex-Tribunaux de district) : voir les chapitres 11.1 et 11.5.

Divers : un protocole d'accord a été signé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire et les ACV afin de régler la procédure à suivre lors des demandes de consultation de documents de l'Ordre judiciaire (notamment de jugements de tribunaux ou de dossiers pénaux) déjà versés aux ACV mais encore couverts par le délai de protection de 100 ans.

Les autres contacts avec les détenteurs d'archives ont essentiellement eu pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements.

Eliminations : les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 3'204 (2'512) m.l. d'archives dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement (1'350 m.l. de documents périmés ont été détruits par la seule Administration cantonale des impôts). Ces éliminations sont protocolées dans des bordereaux ad hoc. Le chiffre record de cette année tend à prouver que la règle de l'utilisation de ces bordereaux pour obtenir l'autorisation d'élimination est de mieux en mieux respectée.

4.2. Relations avec les communes

Les ACV fournissent conseils et assistance aux personnes en charge des archives des communes. Dans ce cadre, 13 (12) visites ont été effectuées sur place.

Le cours d'une demi-journée conçu et travaillé depuis 2005, intitulé « Gérer les archives courantes et intermédiaires » et destiné aux secrétaires municipaux du canton, a été donné à 8 reprises en 2006 par M. Pictet. 177 personnes l'ont suivi au total. Un support de cours détaillé, élaboré aux ACV, est remis à chaque participant.

La rédaction d'un complément au *Guide pratique de gestion des Archives communales vaudoises* paru en octobre 1999, sous la forme d'un *Plan de classement de l'administration communale*, a été achevée cette année. Ce document, disponible (comme le précédent) sur le site Internet des ACV, est l'oeuvre d'un groupe de travail réunissant des représentants des ACV, de l'Association vaudoise des archivistes (AVA) et de l'Association vaudoise des secrétaires municipaux (AVSM). Il a été validé par le Service des communes et des relations institutionnelles, ainsi que par le comité de l'AVSM. Très détaillé, il fournit des conseils et modèles pour la création d'un plan de classement, l'élaboration de procédures écrites de gestion des documents, le choix et l'application d'une cotation, le référencement par mots-clés, l'organisation interne des dossiers, la prise en compte des documents informatiques.

Le Service des communes et des relations institutionnelles (SECRI) et la Confrérie des préfets vaudois sont régulièrement tenus informés des diverses prestations assurées par les ACV en faveur des communes, généralement en collaboration avec l'AVA et l'AVSM.

4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé

Dans le cadre de la gestion des fonds privés ou para-administratifs, 23 (33) rencontres ont eu lieu avec des personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation.

Ces contacts ont concerné des archives de natures très diverses (personnelles, familiales, d'associations, de fondations, d'entreprises) et relatives à des domaines très variés (social, médical, pédagogique, économique, financier, culturel, etc.). Ils ont en majorité déjà débouché sur des donations ou dépôts : voir le chapitre 5.2.

5. Accroissement des fonds d'archives

L'adoption par le Grand Conseil, le 28 mars 2006, du projet de densification des locaux de stockage des ACV, permettra de disposer, dès le printemps 2008, d'un peu plus de 5 kilomètres linéaires supplémentaires de rayonnages, qui devraient permettre d'absorber les arriérés de versements actuellement en attente dans les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire (voir le chapitre 2).

5.1. Versements d'archives publiques

13 (30) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 18 (35) versements, totalisant 92 (837) m.l. Dont 38 m.l. de registres d'état civil « paroissiaux » (leur tenue était confiée, de 1821 à 1875, aux pasteurs, malgré la création en 1821 d'un état civil cantonal), en provenance des offices d'état civil récemment supprimés. Ces documents, qui ont été déposés dans le Dépôt et Abri de Biens Culturels (DABC) de Lucens, sont les originaux correspondant aux registres de copies que les ACV conservent depuis fort longtemps.

La très faible quantité d'archives officielles accueillie en 2006 s'explique par le frein sévère qui a dû être imposé aux entrées de documents dans l'attente de la réalisation des travaux de densification. La plupart des demandes de versements ont été repoussées jusqu'à la mise à disposition des nouvelles capacités de conservation, plaçant malheureusement certains services saturés dans une situation délicate. Le dépôt annexe loué par les ACV à l'avenue Florissant 38, à Renens, n'a même pas pu être utilisé comme solution de rechange, car il est plein depuis 2005.

Les versements officiels provenaient de :

Autorités politiques :

- Néant

Département de la sécurité et de l'environnement :

- Police cantonale : sélection de dossiers d'affaires, env. 1970-1985 (SB 147) ; dossiers administratifs relatifs aux postes de Gendarmerie, 1941-1999 (SB 160) ; journaux de la Centrale d'engagement et de transmission 1968-1991 (SB 162)
- Service des automobiles et de la navigation : archives du Service 1901-2004 (SB 158)

Département de la formation et de la jeunesse :

- Gymnase de la Cité : registres des notes du Gymnase classique et du Gymnase scientifique, 1881-1953, registre matricule du Gymnase classique, 1905-1928 (SB 166)
- Ex-Institut de formation et de recherche de l'enseignement spécialisé (IFRES) : archives de l'Institut (procès-verbaux, rapports, programmes, supports de cours, sélection de travaux de fin d'études, divers), 1975-2000

Département des institutions et des relations extérieures :

- Notaires du canton de Vaud : onglets et registres de trois notaires ayant cessé leurs fonctions, 1938-1994 (SB 109)
- Préfectures : rapports annuels des préfets 2005 (SB 42)
- Chancellerie d'Etat : dossiers relatifs à la commémoration du Bicentenaire du canton de Vaud en 2003 (SB 154)
- Service de la population : originaux de registres d'état civil « paroissiaux », 1821-1875 (SB 165) ; 10 registres paroissiaux (ou équivalents municipaux) divers concernant Bullet, Coppet, Leysin, Ormont-Dessous et Ormont-Dessus, 1744-1822 (Eb 19/4-6 ; 30/9 ; 72/3-4 ; 95/8-9 ; 96/7-8)

Département de la santé et de l'action sociale :

- Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) : archives de la Direction des soins, autrefois Direction des soins infirmiers, 1971-2003 (SB 161)
- Service de prévoyance et d'aide sociales : dossiers d'organisation ; dossiers d'institutions, associations et groupes de travail ; documentation et divers ; 1949-1996 (SB 167)

Département de l'économie :

- Secrétariat général : dossiers relatifs à l'Office cantonal de conciliation et d'arbitrage en cas de conflits collectifs du travail ; aux autorisations d'acquisition d'immeubles par les étrangers ; aux recours au chef du Département ; aux commissions de recours en matière d'exploitation et d'investissement agricoles ; 1961-1999 (SB 164)

Département des infrastructures :

- Néant

Département des finances :

- Administration cantonale des impôts : circulaires et documents d'organisation 1933-1989 (SB 163)

Ordre judiciaire :

- Tribunal des mineurs : sélection de dossiers des causes, 1975 (SC 5)

Communes :

- Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. En 2006, les ACV ont reçu à ce titre les registres des délibérations de la Cour de justice de Pully 1763-1774 (Bi 45/4-6) et les registres des délibérations du Consistoire de Pully 1763-1798 (Bda 111/1-2). Elles ont aussi reçu, de provenance privée, un terrier pour Bussy-sur-Moudon 1733-1778 (Fn 428) et une carte du canton de Vaud vers 1920 (GC 986).

5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives

Les chiffres relatifs aux acquisitions de fonds privés sont proches de ceux de l'année précédente : 52 (56) entrées, concernant 43 (41) fonds différents, dont 26 (17) nouveaux, ont totalisé 120 (127) m.l. Dans ce domaine, les ACV sont en effet le plus souvent contraintes de prendre en charge rapidement les fonds qui leur sont proposés, sous peine de voir ceux-ci disparaître. Elles n'ont donc pas pu, comme pour les fonds officiels, réduire temporairement et drastiquement les arrivées de documents dans l'attente de la réalisation des travaux de densification des locaux de stockage.

Au nombre des entrées les plus volumineuses figurent deux fonds d'entreprises : un complément du fonds de La Suisse Assurances reçu en 2005 (20 m.l., qui s'ajoutent aux 30 m.l. déjà conservés) et un fonds Charles Dubas qui contient essentiellement des documents concernant les Ateliers Mécaniques de Vevey, ex-fleuron de l'industrie vaudoise (15 m.l.).

Parmi les entrées de l'année, il faut signaler en particulier :

- Un nouveau complément du fonds de la famille Bridel, relatif entre autres au doyen Bridel et à l'imprimerie Bridel : documents très divers concernant une trentaine de membres de la famille, 1812-2005 (P Bridel)
- Un complément du riche fonds Mestral de Combremont : généalogie et arbre généalogique des sires de Rue, fin 19^e s. (P Mestral de Combremont P 2/1 bis)
- Un complément du fonds du théologien et professeur Henri Meylan : correspondance, professionnelle, scientifique et privée, notes de travail, prédications, divers, 20^e s. (P Meylan (Henri))
- Un nouveau complément du fonds de Palézieux : inventaires d'archives manuscrites, généalogies, livres ou carnets de note et autres documents, 1540-1906 (P Palézieux)
- Un complément du fonds de la Paroisse et Confrérie catholique d'Echallens : procès-verbaux du Conseil et de l'Assemblée générale, correspondance, documents comptables, architecturaux et divers, 1866-1995 (P Paroisse catholique d'Echallens)
- Un complément du fonds de la Société cantonale des chanteurs vaudois : procès-verbaux du comité et de l'assemblée des délégués, correspondance, listes des membres, dossiers des fêtes cantonales, publications, divers, 1977-2003 (PP 473)
- Un complément du fonds de l'ex-médecin cantonal Jean Martin : documentation, dossiers thématiques, documents familiaux, env. 1970-2003 (PP 784)

- Un complément du fonds d'Impressum Vaud-Association vaudoise des journalistes : procès-verbaux du comité, de l'assemblée et du conseil de l'ordre, circulaires, correspondance, dossiers thématiques, dossiers de la commission paritaire et de conflits du travail, divers, 1959-1994 (PP 842)
- Un important complément du fonds de La Suisse Assurances : nombreux registres et autres documents actuariaux et comptables, dossiers thématiques, dont l'inauguration du siège de Rumine (1954), les cinquantenaire et centenaire (1908, 1958), photographies, divers, 1841-1972 (PP 844)
- Un fonds Entreprises vaudoises : dossiers préparatoires de l'ouvrage dirigé par Henri Rieben, *Portraits de 250 entreprises vaudoises*, paru en 1980 (PP 854)
- Un fonds Jaques (Georges) : 35 agendas professionnels de Georges Jaques, gypsier-peintre à Orbe, contenant des informations détaillées, au jour le jour, sur son activité, 1942-1984 ; accompagnés d'un travail rédigé par son fils Etienne Jaques, *Histoire de Georges Jaques et de sa famille (fragments)*, 347 p., 2002-2004 (PP 857)
- Les archives du Reformiertes Töchterinstitut de Lucens, école privée fondée en 1925 et close en 2002, ainsi que de l'Association des anciennes élèves de cet institut (PP 858)
- Les archives des Unions féminines chrétiennes vaudoises : procès-verbaux, listes de membres, dossiers des camps, dossiers thématiques, divers, 1878-1995 (PP 860)
- Un fonds Dubas (Charles) : archives relatives aux Ateliers Mécaniques de Vevey, rassemblées par cet ex-cadre supérieur dès 1949, puis directeur : procès-verbaux, rapports, catalogues, publications, dossiers thématiques, plans, photographies, journal personnel de Charles Dubas, 1853-2006 (PP 861)
- Les archives de la Maison des artistes, créée en 1922 par Hélène de Mandrot au château de La Sarraz : statuts, historiques, programmes, dossiers des animations, photographies et enregistrements sonores, publications, divers, 1900-2004 (PP 869)
- Un fonds Gilliard (J.-D. Dominique) : documentation écrite et photographique rassemblée pour des publications sur l'histoire des bistrots lausannois et des pintes, cafés et auberges vaudois, 1993-2006 (PP 870)
- Un fonds Perrochon (Louis) : documentation rassemblée par cet ancien instituteur, puis inspecteur cantonal de la gymnastique, qui a contribué de façon importante au développement de l'éducation physique dans le canton, 1939-2004 (PP 871)
- Un fonds Pasche (Oscar et Marcel) : correspondance, photographies, journaux personnels, carnets de voyage, etc. d'Oscar Pasche, fonctionnaire des postes fédérales et de son fils Marcel, pasteur à Roubaix et Château-d'Oex, aumônier à la Grande-Dixence, auteur notamment d'un texte autobiographique *Années de guerre et de fraternité*, titulaire de la médaille des Justes parmi les nations de Yad Vashem, 1870-2001 (PP 874)
- Les archives du Groupement des dirigeants et cadres d'entreprises : comptes rendus des visites d'entreprise en Suisse romande, procès-verbaux, divers, 1951-2006 (PP 875)
- Un fonds de la famille de Freudenreich : documentation sur cette famille, sur le château et la seigneurie de Monnaz-sur-Morges, et sur la famille alliée des comtes de Golowkin, propriétaire précédente du château, 1754-1926 (PP 876)

Parmi les fonds non cités, on en trouve en particulier qui concernent les familles suivantes, ou certains de leurs représentants : Barblan, Bonnard, Dumur, Francillon, Gentil de Chavagnac, Melley, Miol, Panchaud, Pillevuit, Rochat, Vuilleumier

6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche

157 (138) inventaires ou répertoires numériques nouveaux ont été réalisés ou achevés (27 de versements officiels, 128 de fonds para-administratifs ou privés, 2 de fonds anciens), totalisant 5'959 (6'723) pages.

24 (45) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 1'995 (2'360) pages.

Il faut souligner une fois de plus que cette très forte production d'instruments de recherche, qui permet non seulement de traiter l'équivalent des entrées annuelles mais aussi de rattraper peu à peu l'imposant arriéré, n'a pu être réalisée que par le recours à un nombre très élevé de stagiaires, auxiliaires, civilistes, mandataires, « tigestes » (personnes effectuant un travail d'intérêt général), etc., majoritairement employées au classement et à l'inventaire des fonds, sous la supervision des archivistes. En 2006, ce sont 26 personnes différentes qui ont ainsi travaillé aux ACV, représentant un total de 9,00 ETP (équivalent temps plein). Sans l'aide de cette main-d'œuvre généralement « bon marché » pour l'institution et qui pallie partiellement l'insuffisance de l'effectif régulier, les missions des ACV ne pourraient tout simplement pas être remplies. Cela impose cependant au personnel fixe de l'institution (11,55 ETP) de lourds efforts d'organisation, de formation et d'encadrement, qui sont constamment à recommencer, les différents temporaires ne restant généralement qu'un maximum de 6 mois.

Etat du classement des fonds et versements :

<i>Section</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2006</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2007</i>		<i>Evolu- tion sur un an</i>
<i>Cote</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
N	Archives para-administratives	8 / 10	80	8 / 11	73	- 7
P (close)	Fonds privés	795 / 858	93	848 / 858	99	+ 6
PP	Fonds privés	724 / 855	85	802 / 878	91	+ 6
S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	203 / 274	74	208 / 274	76	+ 2
SA	Grand Conseil	4 / 4	100	4 / 4	100	0
SB	Conseil d'Etat et départements	114 / 157	73	118 / 168	70	- 3
SC	Ordre judiciaire	75 / 173	43	78 / 173	45	+ 2
SD	Constituante	1 / 1	100	1 / 1	100	0
Total		1924 / 2332	83	2067 / 2367	87	+ 4
Arriéré		408		300		

Remarques :

1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sections P [close] et PP). Elle ne tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [parchemins] et M [sceaux]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close], inventoriée à 90 % environ).

2) Dans les colonnes « nombre », le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.

3) Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit à la mi-mars en principe) et non au 1^{er} janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).

Le gain dans la proportion des fonds ou versements inventoriés signifie qu'en plus de l'équivalent des entrées de l'année, une part de l'arriéré a à nouveau pu être rattrapée. Un grand pas a été fait en direction d'un des objectifs prioritaires de ces dernières années, l'inventorisation à 100 % des 858 fonds de la section P ; ce sera chose faite au printemps 2007. En principe, les derniers fonds PP non classés portant une cote inférieure à PP 500 seront également pourvus d'inventaires dans le même délai.

6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels

La priorité en matière d'inventorisation a porté, comme l'année précédente, sur les fonds des sections qui devront être entièrement déménagées dans le cadre des travaux de densification qui auront lieu en 2007-2008, soit les fonds privés des sections P et PP (voir le chapitre 6.2), ainsi que les fonds officiels de la section K (section close en 1985, contenant tous les versements de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois effectués jusqu'à cette date). Toute la vaste sous-section K XVIII (archives des ex-Tribunaux de district, principalement pour la période du 19^e siècle), qui n'était que très partiellement traitée, a pu être réévaluée (l'application de nouveaux critères de tri, plus rigoureux, a permis d'en éliminer près de 30 %) et entièrement inventoriée. Les quelques parts isolées non classées des sous-sections K I à K XVII et K XIX ont aussi pu être dotées d'inventaires (dont les « archives des Archives », K XIII 67-74) et le traitement du solde, soit l'abondante sous-section K XX (archives des Offices des poursuites et faillites) largement entamé. Cette section K pourra ainsi être déménagée dans un ordre parfait à l'été 2007, inventoriée à 100 %.

Les nouveaux inventaires disponibles sont :

- K IX 1194 : Voyers de l'Arrondissement 2 (districts de Lausanne, Lavaux et Morges) : comptabilité, correspondance, concessions pour aqueducs, travaux, police des routes, 1899-1949

- K IX 1195 : Voyers de l'Arrondissement 3 (districts d'Aigle et du Pays-d'Enhaut) : concessions de canalisations d'eau et de gaz, enquêtes publiques, acquisitions de terrains pour les routes, plans d'abornement et d'alignement, 1849-1964
- K XII m 1307-1418 : Service des améliorations foncières : plans établis en vue des travaux d'améliorations foncières, 1914-1916
- K XIII 67-74 : Archives cantonales vaudoises : archives de l'institution 1711-1984
- K XVIII b à t : Tribunaux de district (15 sur 19, les 4 autres étant déjà inventoriés) : registres et onglets des jugements civils et pénaux, sélections de dossiers pénaux, divers documents administratifs dont des registres d'hypothèques, principalement 1798-1911
- S 42 : Service de l'enseignement spécialisé : dossiers thématiques, circulaires, notes de service, rapports de commissions, correspondance, dossiers des relations avec les associations, fondations, établissements et institutions actifs dans le domaine de l'enseignement spécialisé, sélection de dossiers d'élèves, 1964-1985
- S 72 : Service des automobiles, cycles et bateaux : registres des retraits de permis, registres de délivrance des plaques minéralogiques, 1933-1984
- SB 66 : Service de l'agriculture : rapports, comptes, correspondance, dossiers législatifs et techniques, dossiers du Bureau de l'amélioration du bétail, dossiers des experts des concours de bétail, photographies, 1903-1991
- SB 158 : Service des automobiles et de la navigation : lois et réglementation, notes de service, dossier sur l'attentat subi en 1967, courses automobiles vaudoises dans la première moitié du 20^e s., registres de véhicules, statistiques, etc., 1885-2004
- SB 160 : Police cantonale : dossiers administratifs concernant les postes de gendarmerie, 1941-1999
- SB 163 : Administration cantonale des impôts : procès-verbaux et rapports des conférences des fonctionnaires fiscaux, documents d'organisation du Service, circulaires, manuel du taxateur et autres documents relatifs à la perception de l'impôt, historique sur les receveurs de l'Etat, 1933-1989
- SC 10 : Tribunal de district de Moudon : registres civils et pénaux, 1871-1971
- SC 11 : Tribunal de district de Grandson : registres civils et pénaux, sélection de dossiers pénaux, 1798-1964.

6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs

Comme l'année précédente, l'accent essentiel en matière d'inventaire a porté en 2006 sur les fonds privés des sections P et PP, afin d'en classer un maximum avant les travaux de densification projetés, qui devraient toucher en premier lieu les dépôts où sont conservés ces documents ; il s'agit, autant que possible, de déménager des fonds classés, conditionnés et étiquetés, et non des lots inorganisés. L'objectif poursuivi est d'achever entièrement l'inventaire des fonds P (section close en 1979), ainsi que celui de tous les fonds PP de petite taille (quelques boîtes d'archives) avant les transferts, qui auront lieu au printemps et à l'été 2007.

Parallèlement, une certaine force de travail a été réservée au traitement rapide de plusieurs fonds récemment entrés aux ACV, compte tenu de leur importance et des engagements pris à l'égard des donateurs ou déposants. Dans certains cas, ceux-ci ont d'ailleurs alloué une participation financière complète ou partielle au travail de classement et d'inventaire de leurs fonds.

Un travail de longue haleine, entamé en 1997, a pu être achevé en 2006 : l'inventaire des très riches archives de la famille de Blonay (PP 637 ; travail financé par celle-ci). Trois autres inventaires d'importants fonds de famille sont nouvellement disponibles : de Joffrey (P Joffrey), de Palézieux dit Falconnet (P Palézieux) et de Crousaz (P Crousaz) ; ces nouveaux instruments de recherche, qui remplacent en partie d'anciens répertoires partiels dactylographiés, permettent un accès complet à ces fonds et des recherches infiniment plus aisées, grâce aux index détaillés dont ils sont pourvus. Enfin, au titre des principaux fonds désormais classés et décrits en détail figurent ceux du Parti ouvrier et populaire vaudois (PP 285), de l'architecte Pierre Margot (PP 549), du Syndicat lémanique des journalistes (PP 842), de La Suisse Assurances (PP 844), de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (PP 845) et de Charles Dubas (archives des Ateliers mécaniques de Vevey, PP 861).

Une manifestation particulière, organisée le 15 mai 2006, en présence du chef du Département des institutions et des relations extérieures et du chancelier d'Etat, a marqué l'ouverture au public de l'ensemble des archives des différentes sections de la Croix-Bleue (PP 823-PP 827).

Parmi les inventaires réalisés, sont à signaler en particulier :

- P Barbey-Valeyres : papiers de la famille Barbey, propriétaire du manoir de Valeyres : documents relatifs à la constitution et à l'exploitation du domaine et des bâtiments, ainsi qu'aux activités sociales et religieuses des propriétaires, 1519-1957
- P Breguet : archives du bureau de l'ingénieur Alfred Breguet (1909-1986), qui travailla notamment pour de nombreux bureaux d'architectes lausannois : plans, dossiers, correspondance, photographies, 1916-1917 / 1949-1970 / 1998
- P Crédit Agricole de Grandson : archives de cette institution bancaire régionale, notamment procès-verbaux des instances dirigeantes, listes des sociétaires et actionnaires, registres comptables, correspondance, 1911-1950
- P Demiéville : papiers de la famille de Miéville / Demiéville, de Villarzel, Palézieux, Orbe : généalogies, documents notariés, notes, correspondances, iconographie, etc., 1648-2006
- P Francillon : archives de la famille et de l'entreprise (fers, métaux, quincaillerie), fondée en 1772 à Lausanne, devenue Debrunner et Francillon en 1976 : documents comptables et de gestion, inventaires, papiers de famille, généalogies, etc., 1662-1950
- P Galliard : archives du Collège Galliard, établissement d'instruction privé lausannois, fondé en 1847 et fermé en 1898, très lié aux milieux de l'Eglise libre : procès-verbaux, rapports, comptes, programmes de cours, photographies, etc., et documents provenant de la Société des anciens étudiants, 1847-1926
- P Henrioud : documentation historique, études, publications, etc. rassemblées par Marc Henrioud (1876-1945), principal responsable de la publication du « Livre d'or des familles vaudoises », 1711-1943
- P Industrielle SA : archives de l'entreprise, destinée à la fabrication de machines parlantes et de cinématographes, fondée en 1908 à Sainte-Croix par Albert Reuge et qui fit faillite en 1911 déjà, 1905-1914

- P Jeunes filles de la Suisse romande : archives des Camps de vacances pour gymnasiennes de Montricher puis Ropraz (1909-1948) et des Conférences de Montricher pour jeunes filles (1910-1922) : statuts, procès-verbaux, programmes, textes des conférences, photographies, etc., 1909-1949
- P Joffrey : fonds très riche de cette famille, originaire de Romont (FR), établie à Vevey vers 1424, très influente dans cette ville, qui compta de nombreux notables et militaires au service étranger, 1271-2003
- P Lamunière : archives relatives à l'administration de la Société vaudoise de généalogie, dossiers généalogiques, documentation historique relative au canton de Vaud, 1752-1952
- P Meylan : papiers personnels, familiaux et professionnels d'Henri Meylan (1900-1978), professeur de théologie à l'Université de Lausanne, recteur de celle-ci, historien, archiviste, membre du Synode de l'Eglise nationale vaudoise, etc. : correspondance, journal intime, agendas, photographies, notes de recherche, cahiers des cours donnés, articles, documentation, 1770-1978
- P Montet : documentation de et sur Albert de Montet (1845-1920), personnalité de Vevey et Chardonne, auteur notamment du « Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois » : dossiers généalogiques, biographiques, historiques, papiers de famille, etc., 1393-1981
- P Naef-Develey : papiers des familles Naef (de Zurich, Genève, Bex dès 1838), Develey (d'Yverdon) et Bischoff (de Saxe, Commugny, Lausanne), concernant notamment les peintres Samuel Naef et Théophile Bischoff, le compositeur Justin Bischoff, le professeur de mathématiques Isaac-Emmanuel Develey, l'archéologue cantonal Albert Naef et l'écrivaine Isabelle de Montolieu, 1788-1860
- P Roux : papiers personnels et de famille, photographies, de César Roux (1857-1934), médecin, chef du Service de chirurgie de l'Hôpital cantonal vaudois, 1844-1968
- P SISL : archives de la Société Industrielle de Sébeillon-Lausanne SA, destinée à assurer la gestion de la gare de Sébeillon, à Lausanne (entre Chauderon et Sévelin) : documents de gestion, correspondance, comptabilité, articles de presse, photographies, etc. 1904-1954
- P Staël : documents relatifs à un procès à propos de la propriété du château et du domaine de Coppet, opposant Théodore Conrad Vonderlahr, chambellan de Hesse et Louis Auguste, fils aîné de Germaine de Staël, 1812-1814
- PP 107 : Caisse d'Epargne du District d'Aigle : archives de cette institution bancaire, créée en 1835 et reprise en 1949 par la Caisse d'Epargne Cantonale Vaudoise : documents relatifs au statut de la société, à sa fonction mutualiste, procès-verbaux des instances dirigeantes, correspondance, comptabilité, etc., 1835-1952
- PP 211 : Association des notaires vaudois : archives de l'association, fondée en 1905, notamment procès-verbaux, listes de membres, dossiers thématiques, etc., et documents relatifs aux sociétés de notaires antérieures, 1837-1971
- PP 228 : Serex (Charles-Paul) : fonds de cet architecte (1899-1978), établi à Morges, député radical, syndic, principalement plans de bâtiments à Morges et dans sa région, dossiers de son bureau, documents relatifs à ses activités privées et associatives, 1921-1975

- PP 285 : Parti Ouvrier et Populaire du canton de Vaud : archives du POP, concernant le parti cantonal, ses sections, secteurs, etc. : dossiers politiques (notamment sur les élections et votations) et de gestion, correspondance, documents de propagande (en particulier une très riche collection d'affiches), dossiers relatifs aux fêtes et kermesses, aux actions en justice, publications, etc., 1832-2003 ; ce fonds comprend également des sous-sections intitulées « André et Charlotte Muret », « Maurice Mingard », « Renée Barbezat » et « Collection de journaux »
- PP 351 : Atelier d'archéologie médiévale : plans archéologiques de bâtiments vaudois (églises, châteaux, demeures historiques) produits par le Bureau archéologique Werner Stöckli, puis l'Atelier d'archéologie médiévale, établi à Moudon, 1915-1987
- PP 427 : Auberjonois (famille) : fonds relatif au domaine du château de Montagny-le-Corboz et aux familles Haldimand et Auberjonois, notamment comptes des grangers et vigneron, 1718-1924
- PP 499 : Emmanuel Bellorini entreprise générale de travaux publics et Robert Bellorini Fils entreprise de travaux publics : archives de cette entreprise, active à Lausanne et en Suisse romande, qui participa à de nombreux chantiers importants pendant toute la première moitié du 20^e siècle, 1890-1954
- PP 505 : Erb (Madame Théodore) : papiers relatifs au château de Rochefort, à Begnins, et à son domaine viticole, 1294-1995
- PP 549 : Margot (Pierre) : archives du bureau de l'architecte Pierre Margot, spécialisé dans la restauration de monuments : plans, dossiers, photographies, rapports archéologiques, comptabilité, 19^e s.-2000 (principalement 1940-1993)
- PP 556 : Senarclens (Sébastien de) : un registre contenant d'une part des recettes de cuisine et de préparations médicales, et d'autre part une transcription du journal tenu entre 1690 et 1715 par Sébastien de Senarclens, seigneur de Chigny, propriétaire du château du Rosey à Bursins, capitaine au service de France
- PP 637 : Blonay (famille de) : archives de la famille et des familles alliées, du 12^e au 20^e siècles : parchemins, terriers et autres documents fonciers, patentes, brevets, correspondance, etc. (l'inventaire de ce fonds d'une extrême richesse est consultable aux ACV, où il a été rédigé grâce à un financement de la famille)
- PP 642/200-220 : Nicod (Placide) : documents relatifs à la vie personnelle et professionnelle de Placide Nicod (1876-1953), médecin, directeur de l'Hospice orthopédique de Lausanne, professeur d'orthopédie, doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Lausanne, fondateur de l'Ecole cantonale de massage, membre influent de la communauté catholique lausannoise, 1901-1986
- PP 657 : Nicolas (Georges) : archives professionnelles de Georges Nicolas, né en 1932, géographe, historien, sociologue, chargé de recherches pour de nombreuses institutions publiques ou para-publiques vaudoises, professeur à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne : documentation, cartes, etc. sur l'évolution historique de l'agriculture, l'aménagement du territoire, l'urbanisation et d'autres sujets de recherche, majoritairement relatifs au canton de Vaud, 1961-1997
- PP 752 : Schmid (Otto) : documents relatifs à la formation et au travail d'Otto Schmid (1873-1957), qui fut notamment l'architecte restaurateur principal du château de Chillon entre 1936 et 1952, eut son propre bureau spécialisé dans la restauration d'édifices historiques, fut par ailleurs conseiller communal, syndic et député radical : dessins, aquarelles, matériel de cours, dossiers, documents personnels, etc., 1871-1970

- PP 784 : Martin (Jean) : papiers personnels et documentation professionnelle de Jean Martin, né en 1940, médecin à l’OMS, spécialiste de santé publique, médecin cantonal vaudois de 1986 à 2003, membre du parti radical, constituant, député : dossiers thématiques, publications, documents divers, 1940-2006
- PP 834 : Perrochon (Henri) : documents de et sur Henri Perrochon (1899-1990), professeur de littérature française, latin et grec au Collège de Payerne, privat-docent à l’Université de Lausanne, président des écrivains vaudois, critique et historien littéraire, auteur d’études d’histoire locale : notes, publications, correspondance, documentation, etc., 1712-1985
- PP 842 : Impresum Vaud - Association vaudoise des journalistes : archives de cette association professionnelle : procès-verbaux, correspondance, listes de membres, comptabilité, documentation sur la profession, publications, coupures de presse, etc., 1900-1990
- PP 844 : La Suisse Assurances : archives de l’entreprise, fondée à Lausanne en 1858, intégrée au groupe Rentenanstalt/Swiss Life en 1988, définitivement absorbée en 2005 : procès-verbaux, rapports, comptes, statistiques, registres et classeurs de polices d’assurances, dossiers d’affaires (réassurances pour la plupart), publicité, affiches, documentation professionnelle et historique, journaux d’entreprise, 1857-2005
- PP 845 : Chambre vaudoise du commerce et de l’industrie(CVCI) : archives de la CVCI (statuts, procès-verbaux, correspondance, imprimés, conférences, documentation diverse), ainsi que de l’Union vaudoise du commerce et de l’industrie, de l’Association des industries vaudoises et de la Société des constructeurs-mécaniciens du canton de Vaud, 1881-1994
- PP 848 : Groupement pour la promotion du capital risque : archives de cette association créée en 1982 à l’initiative de la Chambre vaudoise du commerce et de l’industrie : statuts, procès-verbaux, correspondance, documentation, dossiers d’entreprises, 1977-1997
- PP 854 : Entreprises vaudoises : dossiers préparatoires de l’ouvrage « Portraits de 250 entreprises vaudoises », dirigé par Henri Rieben (1921-2006), professeur d’économie à l’Université de Lausanne, 1973-1979
- PP 858 : archives du Reformiertes Töchterinstitut de Lucens, école privée fondée en 1925 et close en 2002, qui accueillit au total près de 7'000 jeunes filles alémaniques de 15 à 18 ans : rapports, procès-verbaux, dossiers administratifs et financiers, programmes, listes d’élèves, documents de l’Association des anciennes élèves, 1925-2002
- PP 861 : Dubas (Charles) : fonds remis par Charles Dubas (1915-2005), ingénieur, qui fut notamment directeur général des Ateliers de Constructions Mécaniques de Vevey (ACMV) : archives personnelles et surtout professionnelles, concernant les ACMV : procès-verbaux, rapports, catalogues, publications, dossiers thématiques et techniques, plans, photographies, journal personnel, 1853-2006
- PP 864 : Syndicat de Lausanne et groupe de Renens et environs : procès-verbaux de comités et d’assemblées générales de divers mouvements syndicaux de Lausanne et Renens, notamment Fédération des ouvriers sur bois et du bâtiment, 1902-2001

Parmi les nombreux inventaires non cités, on trouve en particulier des fonds relatifs aux familles, sociétés ou collectivités suivantes (ou à certains de leurs représentants) : Anex, Ansermoz, Association des Vieux-Zofingiens vaudois, Avenches (Comité de surveillance), Baum, Baumgart, Benguerel, Berchtold, Blanc, Blanchet-Currat, Bourgeois, Burnet, Campiche, Cerez, Chappuis, Constant, Cornesse, Crespin, Crousaz, Curtat, Damond, Dapples, Déglon, Doleyres, Druey, Dumur, Ecole Vinet, Escher-Baumgartner, Euler, Fatton, Fey (commune), Forney, Foscale, Freymond, Gaudard, Gaudard-Barber, Gauthier, Gétaz, Gingins, Gottraux, Grenier, Guisan, Hermenches (commune), Isabel, Jobin, Joho, Kochtitzky, Küpfer, Laufer, Le Chenit (commune), Leresche, Maillard, Mange, Manuel, Martignier, Martin, Miol, Moulto, Nicod, Nicole, Ollon (paroisse), Pache, Panchaud, Paschoud, Perrochon, Piguet, Pillevuit, Prahins (commune), Rabot, Rambert, Regamey, Renaud, Rochat, Romainmôtier (paroisse), Russillon, Schneider, Secretan, Senarclens (de), Société d'étudiants de Zofingue, Steiner, Sundt, Tâcheron, Tecoz, Thomasset, Truchsel, Verrey, Vuichoud.

6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche

Section B (époque bernoise) : Bik 1414-1663 (Cours de justice du district de Morges : pièces produites en justice, recensements, enquêtes, etc., 1350-1870) ; Bt 54/1-338 (Affaires entre particuliers, actes notariés : ventes, lods, échanges, passations à clos, traités, etc., 1333-1821).

6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire

L'inventaire dactylographié en trois volumes du très important fonds P Charrière de Sévery, qui était d'un emploi malaisé car il était dépourvu de répertoire alphabétique, a été entièrement scanné, contrôlé et doté d'un index mentionnant tous les noms propres qu'il contient. La nouvelle version de cet instrument de recherche très consulté compte 1'160 pages.

L'inventaire des registres paroissiaux jusqu'en 1821 (sous-section Eb), le plus utilisé aux ACV avec celui des registres de l'état civil vaudois 1821-1875 (sous-section Ed), contenait nombre d'imprécisions, s'agissant notamment des localités et hameaux rattachés à chaque paroisse. Il a été entièrement réécrit, après un contrôle systématique des registres, et doté d'index détaillés.

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives communales vaudoises. En 2006, celle-ci s'est enrichie de tels instruments de recherche pour les communes d'Epesses, La Praz, L'Isle et Lonay.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée) sont régulièrement mis à jour.

Dossiers généalogiques et fichier héraldique : voir le chapitre 8.

6.5. Instruments de recherche informatiques, site Internet

6.5 Instruments de recherche informatique et site Internet

Pour les développements de la base de données et du site Internet des ACV, voir le chapitre 3.

En 2006, DAVEL a été enrichi de 1'315 (7'731) notices : 858 (4'921) décrivent des pièces ou des dossiers d'archives, 170 (103) des fonds, des collections ou des versements, 89 (105) des entrées d'archives, 196 (2'585) des documents microfilmés et 2 (17) d'autres objets. La forte différence par rapport à l'année précédente s'explique entièrement par la fin de l'opération de récupération de l'ancienne table « Doc-Etat civil », supprimée et dont les informations ont été transférées dans les tables « Doc-Pièce » et « Doc-Microfilm ».

Les travaux de numérisation des fichiers "Nouveaux Titres" en cours depuis 2004 ont été poursuivis en 2006 avec les collections C VII c et d (couvents de Baulmes et Rouge-mont), C IX a, b, c et d (couvents de Grandson, Lutry, Broc, Cossonay et Saint-Sulpice), C X a, b et c (couvents d'Oujon, La Lance, et Lac de Joux), C XI a, b, c et d (couvents de Nyon, Grandson, Orbe et Vevey) et C XIII e (abbaye de Filly). Cette opération permet à la fois de sécuriser les fichiers et de récupérer les analyses du 19^e siècle pour les associer aux documents de ces fonds placés aujourd'hui sous d'autres cotes.

Les pages statiques sur Internet et sur l'intranet de l'Etat ont été régulièrement mises à jour. Pour les statistiques de consultation, voir le chapitre 11.3

Les ACV font régulièrement mettre à jour les données d'inventaire figurant sur diverses bases de données nationales et régionales. Celles-ci sont accessibles à partir du site Internet de l'institution.

6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 251 (449) mètres linéaires de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

7. Bibliothèque

La gestion de la bibliothèque des ACV est toujours assurée par un mandataire, approximativement à mi-temps, faute de disposer d'un poste fixe pour cette fonction pourtant importante. L'assistante-archiviste consacre une part de son temps à le seconder.

Une réflexion a été initiée afin de valoriser les collections de périodiques : les ACV reçoivent en effet près de 170 revues et 500 autres périodiques, anciens ou ayant cessé de paraître, sont également conservés. Mais les titres localisés dans les dépôts passent souvent inaperçus et pourraient être davantage utilisés par les usagers. La mise à disposition en salle de travail des index ou des répertoires de textes publiés dans ces revues et le catalogage dans RERO (Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale) de certaines contributions (notices d'articles) seraient deux manières d'assurer une meilleure mise en valeur de ce patrimoine documentaire.

La liste des abonnements et la procédure de bulletinage des périodiques ont été mises à jour. De nombreux titres entrent par l'intermédiaire des échanges de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie : ils seront désormais enregistrés de la même manière que les revues auxquelles les ACV sont abonnées. Les états de collection ont été contrôlés et les numéros manquants commandés.

Parmi les ouvrages à mettre en valeur, on peut mentionner par exemple certains ouvrages « à cheval » entre imprimés et manuscrits, tels les agendas agricoles annotés par Paul et Jean Collomb de Servion et Gilbert Chautems de Champvent, qui nous content les travaux et les jours d'une famille paysanne vaudoise entre 1910 et 1954.

Un mandat de quelques semaines a été attribué à M. Jean-Luc Rouiller, bibliothécaire et rédacteur au *Répertoire des fonds imprimés anciens de Suisse*. Il a permis le catalogage d'une septantaine de titres de la « réserve » (imprimés parus avant 1850). Ce travail a mis en évidence plusieurs ouvrages rares, dont on peut quelquefois suivre le cheminement à travers les ex-libris des propriétaires successifs.

Par manque de place en salle de travail, un « désherbage » de la bibliothèque a été entamé. En même temps, le classement des ouvrages est parfois revu afin de mieux rassembler les livres traitant d'un même sujet.

La collaboration avec les autres bibliothèques de RERO permet de préciser la politique d'acquisition des ACV et de dégager les pôles d'excellence de celles-ci. L'histoire vaudoise et celle des autres cantons suisses, les monographies communales, les publications de l'administration cantonale vaudoise, les mémoires de licence en histoire, les ouvrages d'archivistique, les travaux généalogiques et héraldiques, les livres et périodiques antérieurs à 1900 apparaissent comme autant de points forts.

531 (593) ouvrages ont été inscrits dans le registre des entrées : 172 proviennent de tris de fonds d'archives (32 %), 204 de dons (39 %), 129 d'achats (24 %), 25 d'échanges (5 %) et 1 de photocopies (0 %). Environ 550 ouvrages enregistrés au cours des années précédentes mais n'ayant pas encore pu être traités ont été intégrés au catalogue RERO. Après mise à jour de la procédure de bulletinage, on dispose désormais d'une statistique séparée de l'enregistrement des périodiques : leur nombre s'est accru de 214 numéros en 2006. 115 (140) livres ont été donnés à la reliure.

8. Documentation et collections

La section Documentation est toujours fermée, faute de pouvoir disposer du personnel compétent pour la gérer.

La collection des *dossiers généalogiques*, qui rassemble des travaux généalogiques dispersés et non publiés, est régulièrement alimentée. En 2006, 3 (3) nouveaux dossiers ont été créés, pour les familles Baup (Coinsins et Vevey) et Savoie (de), ainsi que pour les familles de Vaulion dans leur ensemble. En outre, 83 autres familles ont eu leur notice complétée par des renvois supplémentaires aux données généalogiques présentes dans d'autres dossiers ou d'autres fonds, en particulier les fonds privés.

Depuis 1952, les ACV tiennent à jour un *fichier héraldique*, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2006, 1 (0) nouvelle armoirie familiale a été communiquée pour être intégrée au fichier, pour la famille Vietti (Provence/VD). La numérisation de ce fichier

héraldique, très ralentie en 2005, a pu reprendre en 2006 à un rythme plus soutenu (voir le chapitre 6.2.) ; simultanément, la saisie des fiches de blasonnement correspondant aux armoiries numérisées a été entamée. L'inventaire des dossiers héraldiques, reclassés en quatre séries (familles, communautés, thématiques, généralités) reste à finaliser. Par ailleurs, des conseils ont été donnés pour les armoiries de la future nouvelle commune de Donneloye, qui devrait naître de la fusion de Donneloye, Gossens et Mézery-près-Donneloye.

9. Préservation, conservation et restauration

Principales opérations : l'effort principal a porté sur la préparation de la densification des locaux de conservation, qui entraîneront en 2007 l'évacuation successive de 7 cellules entières, contenant environ 7,5 kilomètres linéaires de documents (une 8^e cellule, abritant des plans et autres documents hors-format, sera traitée en 2008). Il a tout d'abord fallu élaborer, en collaboration avec les architectes, un programme des travaux permettant de transférer progressivement les contenus de chaque nouvelle cellule à transformer dans la cellule venant d'être densifiée, cela en respectant l'ordre des cotes des documents et en profitant de corriger les nombreuses irrégularités de classement apparues en 20 ans de gestion du bâtiment de la Mouline. Selon ce programme, trois cellules ont déjà été entièrement vidées en 2006 (et leur contenu ventilé entre plusieurs autres, parfois avec des solutions de fortune), deux pour pouvoir y débiter les travaux en décembre et la troisième afin d'y déposer les centaines de mètres de rayonnages démontés, qui seront en partie réutilisés et en partie recyclés dans d'autres secteurs de l'administration.

Avec l'appui des archivistes et des assistants, un contrôle systématique de tous les documents à déplacer a ensuite été opéré, afin d'écarter tous les formats spéciaux jusque-là maintenus tant bien que mal sur les rayonnages fixes et qui ne pourront plus demeurer avec les autres dans des rayonnages mobiles ; tous ces documents particuliers seront regroupés dans un secteur ad hoc. Il en est allé de même pour toutes les photographies encore contenues dans les fonds concernés, qui ont été dotées de cotes de gestion et rassemblées dans un secteur qui leur est spécifiquement dévolu. Par la même occasion, tous les problèmes de cotation constatés ont été résolus, les (très nombreuses) boîtes d'archives ou autres contenants abîmés ont été changés (l'opération se poursuit sur 2007), les étiquettes manquantes ont été imprimées et collées. Des plans précis des nouvelles localisations des documents ont été dressés, afin de pouvoir faire installer les nouveaux rayonnages, autant que possible, avec l'écartement correspondant à la hauteur des boîtes qu'ils recevront.

L'une des cellules qui sera densifiée est l'un des deux abris de biens culturels que compte le bâtiment. La liste des fonds à placer dans ces deux cellules a donc été revue et, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceux de ces fonds qui seront séparés des autres seront transférés dans ces abris.

Pour les fonds privés de la section P et d'une partie de la section PP, l'évolution irrégulière de leur classement et de leur inventaire a abouti à un fâcheux mélange de fonds classés et non classés, source de difficultés de gestion et de pertes de place. A l'occasion de leur prochain déménagement, tous les fonds non classés seront écartés et désormais déposés à part, dans des cellules spécifiques, comme c'est le cas pour les nouveaux arrivages depuis 1996. Une partie de ces transferts a déjà été entamée.

Parallèlement, en prévision des appels d'offres pour l'achat du matériel, les critères de qualité de celui-ci ont été établis. Plusieurs visites à des institutions patrimoniales suisses ont été effectuées à cette occasion. Elles ont également été l'occasion de s'entourer de conseils pour la préparation des lots de déménagement.

Les autres opérations particulières entamées ces dernières années ont été poursuivies en 2006, mais à un rythme ralenti, en raison du temps consacré à la préparation de la densification et/ou par manque de place. Comme l'année passée, le nouveau conditionnement de la vaste collection des cartes et plans, entamée en 2000 (voir les rapports annuels de ces dernières années), n'a donc que peu progressé, seuls les documents jusqu'au format A0 étant traités et placés en meubles à plans ; les documents plus grands, pour lesquels aucune place n'est disponible actuellement, doivent attendre. Ils pourront à nouveau être pris en compte dès l'été 2008, lorsque la cellule qui abrite ces documents particuliers aura été densifiée à son tour. Quant au second vaste projet de reconditionnement, démarré en 2004 et qui concerne les parchemins de la section C, seuls 27 (435) d'entre eux ont bénéficié cette année du traitement « lourd » (conditionnement à plat, dans des chemises en papier de conservation ou sur des supports sur mesure [mais aux dimensions extérieures standardisées] en carton ondulé non-acide, glissés dans des cartables à rabats, après analyse détaillée de l'état sanitaire de chaque document et de chaque sceau et recensement informatique détaillé).

Enfin, des pas importants ont été réalisés en ce qui concerne le développement du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstastrophe (COSADOCA). Celui-ci, initié par les ACV en 2003, lie celles-ci, la Bibliothèque cantonale et universitaire (site de Dorigny), la Bibliothèque centrale de l'Ecole polytechnique fédérale, l'EPFL elle-même et l'Université de Lausanne, pour la mise en œuvre d'une collaboration inter-institutionnelle pour le sauvetage du patrimoine documentaire en cas de catastrophe sur le site de Dorigny. Les fiches pratiques destinées aux interventions ont été retravaillées et simplifiées ; elles sont désormais à disposition sur le site Internet officiel du COSADOCA (www.cosadoca.ch), qui a été inauguré le 19 mai au Polydôme de l'EPFL, devant un parterre de personnalités, dont la Conseillère d'Etat Mme Anne-Catherine Lyon. Surtout, deux jours entiers d'exercices pratiques ont eu lieu à Gollion, les 20 et 21 septembre, avec la participation de la Protection civile et des pompiers de l'Ouest lausannois et de Lausanne : le premier jour a été consacré à une intervention après un incendie, le second après une inondation. De précieux enseignements ont été tirés de ces deux expériences, qui ont déjà vu la qualité des interventions progresser d'une journée à l'autre.

Autres travaux : outre les travaux ordinaires (reliure, entretien et réparation courante de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure, démontage et remontage de documents en vue de leur microfilmage, évaluation des fonds entrants et supervision de leur conditionnement, contrôle et relevé informatique des mesures des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV, etc.), les restaurateurs sont intervenus pour conseiller des communes et services de l'administration cantonale en matière d'archives et de locaux de conservation. Ils ont également créé du matériel d'information pour les lecteurs, des éléments de signalétique et assuré le montage de l'exposition annuelle.

Deux documents précieux des ACV ont été prêtés au Museo Civico d'Arte Antica e Palazzo Madama de Turin (I) dans le cadre d'une exposition consacrée au Quattrocento : le Livre d'heures de Jehan de Gingins (1421) et un parchemin avec sceau pendant de l'évêque Josse de Silenen (1481). L'atelier de restauration a préparé ces documents à leur transport en leur confectionnant des emballages ad hoc et ils ont été accompagnés à Turin par la responsable du Département des manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne.

Un autre document de grande valeur et l'un des plus anciens des ACV, un parchemin de 997/998 muni d'un sceau exceptionnel de l'empereur Otton III, a été prêté au Kulturhistorisches Museum de Magdeburg (D) à l'occasion d'une exposition sur le Saint Empire Romain Germanique. Là également, l'atelier a conditionné spécialement le document en vue de son transport ; en outre, Stefan Böhmer l'a accompagné en Allemagne et a participé à son installation.

Des travaux de restauration spécialisés (4 cartes) ont été confiés à une restauratrice extérieure.

Par manque de moyens financiers, aucun document n'a pu être envoyé pour désacidification dans les installations de l'entreprise fédérale Nitrochemie AG à Wimmis (BE).

Un état sanitaire détaillé des documents entreposés dans le Dépôt et Abri de Biens Culturels (DABC) de Lucens a été établi et des mesures prises pour améliorer leur conditionnement et leurs conditions statiques de rangement.

Une étudiante de l'Ecole de restauration de Lyon (France), Mme Maud Buchwalder, a effectué un stage de 2 mois aux ACV, dans le cadre de sa formation. Une relieuse-restauratrice, Mme Evelyne Somparé, a suivi dans l'institution un stage professionnel de 6 mois. Toutes deux ont apporté une aide précieuse au conditionnement des parchemins de la section C et à celui des cartes et plans hors-format.

Des visites d'information ont eu lieu à la Bibliothèque nationale, ainsi que chez des restaurateurs indépendants et des entreprises productrices de matériel spécialisé. Un cours sur la sauvegarde des bandes vidéo a été suivi (donné dans le cadre de MEMORIAV).

La protection des documents a requis l'utilisation de 1'927 (1'882) cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 17'611 (16'530) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

102 (56) cartons ou boîtes et 389 (170) enveloppes ont été fournis aux communes et à quelques institutions, au prix coûtant.

10. Microfilmage et reprographie

Cette prestation, assurée par le photographe des ACV, consiste en mesures de sécurité pour les documents d'archives, ainsi que de diffusion de ceux-ci, par le microfilmage, la photographie ou la numérisation. Le photographe assure également la gestion des supports sonores et filmiques contenus dans les fonds d'archives reçus par les ACV. Il est en outre chargé de la mise à jour régulière du site Internet de l'institution. La réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers continue à être confiée à un photographe privé agréé par les ACV.

Microfilmage : la production a repris un rythme normal, après une année 2005 marquée par une très forte baisse due essentiellement à un accident non professionnel survenu au photographe. 23 (5) bobines de microfilms de sécurité 35 mm ont été réalisées (dont 2 par une mandataire du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire - MCAH -, pour le compte de celui-ci), représentant 9'374 (2'195) prises de vue. Il s'agit principalement de reproductions de différents documents mis hors consultation pour cause de fragilité et/ou de dégâts subis, de registres d'état civil non encore microfilmés (cette série est la plus consultée, par les généalogistes), d'un registre de reconnaissances (terrier) de l'époque bernoise, d'un registre du Conseil de Pizy et des derniers inventaires des collections du MCAH. Des copies de ces microfilms de sécurité sont systématiquement établies et tous les originaux placés dans la chambre froide du Dépôt et abri de biens culturels (DABC) de Lucens, où les ACV disposent depuis une année d'un nouveau rayonnage mobile augmentant considérablement la capacité de stockage.

L'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer) a réalisé 40 (40) microfilms 16 mm, soit 88'356 (97'388) prises de vue. Les documents reproduits sont le fichier des notaires de Lausanne, Lavaux, Vevey, Morges et Oron antérieurs à 1600/1610, ainsi que des copies-lettres sur papier-bible (particulièrement fragiles) concernant les analyses chimiques des denrées et boissons par le Laboratoire cantonal en 1912-1925. Les microfilms originaux font également l'objet de copies.

Photographie : 33 (37) tirages photographiques grand format ont été réalisés pour les besoins internes des ACV. Avec l'appareil numérique réflex, 2'186 (2'250) fichiers numériques ont été produits, principalement pour des besoins internes, des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou du public, des mises à jour du site Internet des ACV, les deux journées d'exercices et une exposition du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstastrophe (COSADOCA), les présentations Powerpoint des cours donnés par les ACV, le *Rapport d'activité* des ACV et diverses autres publications.

En 2004, les ACV ont démarré un projet de numérisation de l'*Armorial vaudois* 1933-1996, au moyen d'un programme d'occupation. Ce projet n'avait que très peu progressé en 2005 en raison des difficultés à recruter du personnel auxiliaire compétent. L'année 2006 a été nettement plus fructueuse, la personne engagée de mars à septembre ayant démontré une motivation et des compétences remarquables. 1'205 (158) nouveaux fichiers numériques ont ainsi pu être produits.

30 (17) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des motifs de sauvegarde, ainsi que pour une partie de l'*Armorial vaudois* 1933-1996.

L'opération de numérisation systématique des collections de négatifs développés par les ACV, qui a pour but de faciliter la gestion de ces très nombreux documents isolés mais qui avait été interrompue en 2004, n'a toujours pas pu être reprise, par manque de temps.

Autres travaux : 165 (298) nouvelles fiches informatiques détaillées décrivant les microfilms réalisés ont été saisies dans la base de données des ACV.

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

11. Consultation et utilisation des archives

11.1. Usagers individuels

Le nombre total des consultations s'est légèrement érodé (- 1,8 %), à 5'470 (5'572), par 2'198 (1'898) personnes différentes : 4'136 (4'765) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1'170 (1'170) lecteurs, 935 (426) réponses scientifiques ou administratives ont été fournies par écrit et 399 (319) par téléphone.

Le phénomène constaté ces dernières années s'est ainsi accentué : le nombre de lecteurs inscrits est assez stable (en 2006, il est même rigoureusement identique à celui de 2005), mais ceux-ci viennent en moyenne moins souvent aux ACV. Comme dans d'autres domaines, la tendance est à une consommation plus rapide, au « zapping » culturel. D'autres causes peuvent aussi être évoquées, conjoncturelles (la réduction des montants alloués par différents services de l'administration cantonale pour des mandats de recherche dans le cadre desquels certains chercheurs étaient amenés à fréquenter quotidiennement les ACV ; la réorientation d'un programme d'emplois temporaires subventionnés qui effectuait un dépouillement systématique de certaines sources cartographiques des ACV) ou structurelles (la réduction du volume des mémoires de fin d'études et du temps de rédaction qui leur est alloué).

Parallèlement à cette baisse du nombre de lecteurs réguliers, on assiste à une très forte augmentation du nombre de réponses fournies par écrit (par courrier postal ou électronique) : + 119 % en un an. Cette évolution est due presque entièrement aux nombreuses demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels, adressées aux ACV et non plus aux services de l'administration ou de l'Ordre judiciaire du fait des volumineux versements d'archives « récentes » que les ACV ont pris en charge ces toutes dernières années afin de désengorger les locaux de conservations des autorités concernées. 542 des 935 courriers expédiés ont ainsi résulté de telles demandes, dont 458 pour les seules copies de jugements de divorces, réclamées par les caisses AVS afin de déterminer les montants des rentes de leurs assurés.

Paradoxalement, cette évolution, globalement à la baisse, correspond à une sensible augmentation de la charge de travail dans ce domaine. En effet, les lecteurs assidus en salle de travail, qui se font rares, sont généralement très rapidement autonomes et ne sollicitent qu'occasionnellement les conseils des archivistes. Au contraire, les lecteurs novices nécessitent un encadrement important ; quant aux recherches pour répondre au courrier, elles sont bien sûr entièrement à la charge du personnel de l'institution.

On remarquera enfin qu'à l'égard du public, la mission patrimoniale des ACV se double désormais d'une mission de service administratif.

Profession des usagers 2006 (en salle de lecture uniquement) :

	2006	2006	2005	2004	2003
a) écolier, gymnasien	1,8				
b) étudiant	25,3				
c) retraité	25,1	52,2	53,4	52,2	51,2

d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	8,0				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	2,2				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	2,6				
g) enseignant, professeur	9,0				
h) géographe, géologue	1,0				
i) journaliste, écrivain	1,6	24,4	24,1	21,8	22,9
j) agriculteur, viticulteur	1,1				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	1,6				
l) cadre moyen	3,8				
m) cadre supérieur, ingénieur	3,4				
n) employé, ouvrier, technicien	6,9				
o) femme/homme au foyer	2,7				
p) profession libérale	3,9	23,4	22,5	26,0	25,9
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Objet de recherche des usagers 2006 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit) :

	2006	2006	2005	2004	2003
a) généalogie	26,7				
b) héraldique	2,2				
c) histoire de ma maison	2,6				
d) histoire de ma commune/ma région	3,9	35,4	42,5	42,2	45,7
e) histoire générale : préhistoire et antiquité (jusqu'au 5 ^e s.)	0,5				
f) histoire générale : moyen âge (6 ^e s.-1536)	2,6				
g) histoire générale : Ancien Régime (1536-1798)	4,9				
h) histoire générale : Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,0				
i) histoire générale : 19 ^e s.	4,2				
j) histoire générale : 20 ^e s.	12,7	25,9	31,4	32,9	30,1
k) histoire de l'art, architecture	3,6				
l) géographie, urbanisme	2,8	6,4	8,5	9,0	8,2
m) usage administratif (consultation par l'administration)	2,8				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait du Registre foncier, etc.)	24,9	27,7	13,1	10,7	11,2
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments, etc.)	1,2				
p) autres	3,4	4,6	4,5	5,2	4,8
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Motivation de la recherche 2006 (en salle de lecture uniquement) :

	2006	2006	2005	2004	2003
a) études, formation	28,8	28,8	29,7	30,8	29,6
b) enseignement	2,8				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	18,7				
d) recherche pour le compte de l'administration	2,1				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,3	23,9	24,3	24,1	24,5
f) loisirs	47,3	47,3	46,0	45,1	45,9
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

On ne note pas d'évolution significative quant à la profession des usagers des ACV ou quant à la motivation de leur venue dans notre institution. Les lecteurs sans activité lucrative (écoliers, gymnasiens, étudiants et retraités) demeurent légèrement majoritaires.

En ce qui concerne les objets de recherche, par contre, l'année est marquée par l'explosion des demandes de délivrance de copies d'actes officiels, qui passent de 10,3 % en 2005 à 24,9 % en 2006 (un quart de la consultation !), talonnant désormais le leader longtemps incontesté qu'était la généalogie.

11.2. Groupes

La salle de conférences des ACV a accueilli 57 (81) séances de différents groupes, totalisant 872 (1'250) personnes.

Elle a notamment été mise à disposition pour 5 séances de cours ou séminaires de l'Université de Lausanne (histoire médiévale, histoire de l'art), 5 de la Haute école pédagogique, 1 d'un gymnase, 8 de l'Association Connaissance 3 (consacrés à la généalogie) et 2 de l'Université populaire de Lausanne, ainsi que pour des séances de la Commission cantonale de nomenclature, de la Protection civile de l'Ouest lausannois, du Groupe de travail Patrimoine, de la Direction des gymnases vaudois, de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, de l'Association Ethno-Doc et de l'Association vaudoise des archivistes.

24 (33) groupes totalisant 481 (563) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux cours mentionnés ci-dessus, l'ensemble du personnel du Rectorat et des services centraux de l'Université de Lausanne, les chefs de service de la Direction de l'administration générale et des finances de la Ville de Lausanne, les anciens collaborateurs du Centre romand d'information en agriculture et alimentation (CRIA), des membres de la Société cantonale vaudoise de gymnastique, la Commission de gestion de La Sarraz, les membres de Rotaract (association de jeunes parrainée par le Rotary), les participants aux cours de la Protection des biens culturels de la Protection civile, des étudiants en génie thermique de l'Ecole d'ingénieurs et de gestion du canton de Vaud, les apprentis assistants en information documentaire romands de 1^{ère} année, des élèves du Cycle d'orientation de la Glâne (Romont) et d'une classe primaire de Nyon et des écoliers du passeport-vacances.

11.3. Documents consultés

La consultation est demeurée stable, à un niveau élevé : 31'764 (30'689) documents ont été consultés, dont 6'159 (6'514) microfilms.

La consultation du site Internet des Archives cantonales vaudoises s'est élevée à 55'907 (51'172) visites, pages statiques et dynamiques confondues. Ce chiffre comprend la consultation du site Inventaire général des Archives communales vaudoises avant 1961, parallèle à celui des ACV et accessible depuis celui-ci.

11.4. Documents prêtés

345 (128) documents ont été prêtés pour consultation, dont 72 aux services/offices de l'administration et 273 aux donateurs/déposants de fonds privés.

Des documents des ACV ont été prêtés pour les besoins des expositions suivantes :

- *Corti e Città : Arte del Quattrocento nelle Alpi Occidentali* (Museo Civico d'Arte Antica e Palazzo Madama, Turin / I)
- *1766... en passant par Lausanne* (Opéra de Lausanne)
- *Heiliges Römisches Reich, Deutscher Nation, 962 bis 1806 : Von Otto dem Grossen bis zum Ausgang des Mittelalters* (Kulturhistorisches Museum, Magdeburg / D)
- *François Bocion : au seuil de l'impressionnisme* (Musée Jenisch, Vevey)
- *200^e anniversaire de la Société de Belles-Lettres* (Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne)
- *Du baiser au bébé* (Fondation Claude Verdan - Musée de la main, Lausanne)
- *Armes de luxe et d'honneur de la Manufacture de Versailles - Documents et équipements du Directoire, du Consulat et de l'Empire* (Bourse internationale aux armes de Lausanne et Villa Verte-Rive, Pully).

Deux objets d'un fonds des ACV font l'objet dès cette année d'un prêt à long terme à la Fondation Bernard et Caroline de Watteville - Chiens et Musées du Saint-Bernard.

Les ACV ont accueilli temporairement un document en provenance des Archives d'Etat de Neuchâtel, pour permettre sa consultation par un chercheur.

11.5. Reproduction de documents pour le public

Le personnel des ACV a délivré 5'963 (5'915) photocopies aux usagers. Par ailleurs, les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 7'012 (8'460) copies d'après les microfilms des ACV.

31 (125) documents ont été confiés pour reproduction à des ateliers spécialisés extérieurs aux ACV.

Il a déjà été mentionné au chapitre 11.1 que le nombre de demandes de délivrances de copies certifiées conformes d'actes officiels avait très fortement augmenté. Elles ont été au nombre de 616 (199), aboutissant à l'envoi de 542 (117) courriers (la différence s'explique par les recherches vaines, les demandes regroupées et les transmissions à d'autres autorités). Elles ont concerné avant tout les archives des ex-Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce), des notaires (testaments et autres actes), des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation) et des Registres fonciers.

11.6. Expositions

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment chez nos collègues français. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci. L'exposition 2006, inaugurée comme à l'accoutumée lors de l'apéritif organisé par les ACV pour célébrer le 24 janvier (Révolution vaudoise, 1798), était intitulée « Supercherie et mystification : les faux aux Archives cantonales vaudoises ». Elle traitait de la problématique de l'authenticité des documents conservés dans les Archives et présentait de nombreux cas de faux avérés, dont celui qui fut un temps considéré comme le plus ancien document des ACV, le « testament de la reine Berthe », daté de 961 et en réalité forgé au début du 12^e siècle (le plus ancien document des ACV ne remonte ainsi « qu' » à l'an 964).

Un choix des documents présentés lors des expositions terminées est placé sur le site Internet des ACV.

12. Collaborations professionnelles

12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par des visites auprès de celles-ci et par l'organisation de cours (voir le chapitre 4.2.).

Elles ont fourni du matériel de conservation non-acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles participent aux activités de l'AVA, dont M. Pictet est membre du comité et M. Gilliéron vérificateur des comptes.

Elles font partie, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), du Consortium de Sauvetage du patrimoine Documentaire en cas de Catastrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2^e année et de 1,5 mois en 3^e année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2 x 2 apprentis chaque année).

En partage avec les Archives de la Ville de Lausanne et les Archives du Comité international olympique, les ACV reçoivent des jeunes filles et jeunes gens intéressés par le domaine de l'information documentaire, pour des stages d'orientation professionnelle d'une semaine au total. 6 personnes ont participé à ces stages cette année.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

M. Coutaz est président de l'Association du patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud (APAV), au sein de laquelle collaborent les différentes institutions vaudoises (bibliothèques, musées, archives, etc.) en charge du patrimoine naturel, documentaire ou artistique du canton.

Il préside le Groupe de travail « Patrimoine-recherche » constitué en vue de la refonte de la loi sur les affaires culturelles du 18 septembre 1978 ; il est également membre du Comité de coordination de cette loi. La réflexion s'est poursuivie cette année, avec la collaboration du juriste du Département de la formation et de la jeunesse, et la prise en compte notamment des biens mobiliers en mains privées. Deux séances ont eu lieu avec Mme la Conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, le 30 juin et le 9 octobre.

MM. Coutaz et Favez participent, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.)

La salle de conférences des ACV abrite les séances de la Commission cantonale de nomenclature, à laquelle M. Favez prête son assistance. Elle est mise à la disposition des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à La Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2.).

12.2. Collaborations professionnelles au niveau national

M. Coutaz fait partie du groupe de l'Association des archivistes suisses (AAS) qui prépare la publication des *Pratiques archivistiques en Suisse* ; il en est l'un des auteurs principaux. La parution est prévue pour mai 2007. Par ailleurs, il est également membre du groupe de réflexion de l'AAS sur les politiques de collecte des archives privées.

Il fait partie, à la demande du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel et avec l'accord du service de tutelle des ACV, de la Commission cantonale des fonds culturels, archivistiques, iconographiques et audiovisuels du Canton de Neuchâtel.

Il a été membre du Comité scientifique du Certificat de formation continue en archivistique et sciences de l'information organisé en 2004-2006 par l'Université de Lausanne (UNIL) en collaboration avec celles de Berne et de Genève ; dans ce cadre, en 2006, il a dirigé 9 travaux de diplôme. Par ailleurs, il assume la direction de deux modules du Master of Advanced Studies in Archival and Information Science, 2006-2008, de l'Université de Berne ; il y a donné une première leçon, le 24 novembre 2006.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice.

Il continue à assurer la coordination des textes et des illustrations de la partie "Histoire" du site Memo Histoire (www.memo.fr), soutenu par la Conférence des directeurs de l'Instruction publique de Suisse.

M. Pictet est membre de la Commission de coordination (entre Archives fédérales et Archives cantonales) de l'AAS, qui a pour mission d'élaborer des directives en matière d'archivage dans les domaines intéressant à la fois la Confédération et les cantons. Il a participé, dans ce cadre, à une enquête sur « Les archives des Hautes Ecoles Spécialisées - HES » et a entamé la rédaction d'une directive relative aux archives cadastrales.

Les archivistes des ACV ont pris part aux diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

12.3. Collaborations professionnelles au niveau international

Depuis le 4^e Colloque des archivistes de l'Arc alpin occidental, organisé dans leurs locaux par les ACV les 11 et 12 mars 2004, les Archives d'Etat de Fribourg et du Valais ainsi que les ACV étudient avec l'Archivio di Stato di Torino le projet de numérisation des archives savoyardes médiévales concernant leurs cantons respectifs. Le récent changement intervenu à la tête de l'institution turinoise a retardé le démarrage des opérations de numérisation, dont le financement fait l'objet de réflexions avec les milieux universitaires et associatifs.

M. Coutaz a participé aux séances du Groupe de travail Archives transfrontalières, dont une s'est tenue à Morteaux, le 2 juillet, entre archivistes et professeurs d'université franco-comtois et romands.

13. Relations publiques et activités diverses

13.1. Relations publiques

Des articles de presse ont été consacrés aux Archives cantonales vaudoises par : *Lausanne-Cités* (« Conservation des documents. La mémoire est l'avenir du passé », 15-16 février 2006) ; *24 Heures* (à propos de l'exposition annuelle « Supercherie et mystification. Les faux aux Archives cantonales vaudoises », 18-19 février 2006) ; *La Gazette de la fonction publique* (à l'occasion de la parution de l'« Histoire de l'administration cantonale vaudoise 1886-1970 », 13 décembre 2006).

Les ACV ont mis leurs locaux à disposition de la société de production télévisuelle Point Prod, qui y a tourné en juin une partie des 11 fictions humoristiques intitulées *Nos archives secrètes*, diffusées en décembre 2006-janvier 2007 sur les trois premières chaînes TV de la Société suisse de radiodiffusion et télévision : TSR, SF et TSI.

Voir également les publications, conférences et participations à des émissions radiophoniques mentionnées au chapitre 9.3.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6.) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration. Par ailleurs, une exposition permanente présentant les diverses fonctions des ACV, sous le titre général « A votre service », anime le couloir d'entrée extérieur.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2., mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

13.2. Participation à des sociétés

M. Coutaz est membre du Curatorium de l'Helvetia Sacra ; en cette qualité, il a présidé le vernissage, le 11 novembre au domaine de La Lance (Concise), du 27^e volume de la collection, consacré aux chartreux en Suisse. Il est également membre du département Recherche fondamentale de la Société suisse d'histoire.

Il est membre des comités de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges), de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains) et de la Fondation Bartholomée de Felice (Yverdon-les-Bains).

Il siège dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO-DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir. Dans ce cadre, il a expertisé plusieurs manuscrits proposés à l'édition.

M. Favez est président du comité du Cercle vaudois de généalogie, qu'il représente en outre aux séances du comité de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA). Il anime les réunions (stamms) du Cercle par des présentations.

Il a participé en 2006 à diverses manifestations généalogiques, en particulier les suivantes (à chaque fois avec tenue de stand) : le 23 avril, 11^e rencontre généalogique de Savoie à Yvoire ; le 14 mai, assemblée générale du Centre d'Entraide Généalogique de Franche-Comté à Villers-le-Lac ; le 16 septembre, rencontre généalogique des trois Chablais à Troistorrens ; les 14 et 15 octobre, 2^e Forum de Généalogie Rhône-Alpes à Saint-Just-Saint-Rambert.

13.3. Publications et conférences

M. Coutaz a rédigé les contributions suivantes :

- *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif 1886-1970*, Chavannes-près-Renens, 2006, 113 p. ;
- avec la collaboration d'Olivier Conne, « De la politique de gestion à la pratique des normes de description », dans *Arbido* 3, 2006, pp. 41-45.

Il a donné les comptes rendus suivants :

a) dans la *Revue historique vaudoise* 2006 :

- Andenmatten, Bernard, *La Maison de Savoie et la noblesse vaudoise (XIII-XIVe s.). Supériorité féodale et autorité princière*, Lausanne, 2005, 722 p. (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 4^e série, t. VIII) ;
- Riedmatten, Adrien de, *Humbert le Bâtard. Un prince aux marches de la Savoie (1377-1443)*, Lausanne, 2004, 595 p. (Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 35) ;

b) dans la *Revue suisse d'histoire* 2006, 57, pp. 228-229 :

- Birmingham, David, *Château-d'Oex. Mille ans d'histoire suisse*, traduit de l'anglais et révisé par Véronique Jacot-Wezranowska, Lausanne, Editions Payot (La Mémoire du lieu), 2005, 274 p.

Il a expertisé, comme conseiller scientifique du canton de Vaud pour le Dictionnaire historique de la Suisse, 75 notices (1'030 lignes). Il a bénéficié pour ce faire de l'aide de Nicole Staremborg-Goy, assistante diplômée de l'Université de Lausanne. Il a rédigé lui-même 9 notices, pour un total de 475 lignes, en relation avec le canton de Vaud : Lausanne (ville au Moyen Age et diocèse), Edouard Pellis, col du Pillon, Denis de Thurey, Torclens et Louis Vulliemin.

Il a donné trois conférences, sur les deux thèmes suivants :

- « L'apport indispensable des Archives cantonales à la politique de la mémoire en Suisse », à l'Institut des hautes études en administration publique (13 juin) ;
- « Les Archives au-delà des clichés », devant l'Université populaire de Lausanne (24 janvier et 31 mai).

Il a participé comme invité principal à deux émissions radiophoniques : « Devine qui vient dîner ? » (RSR 1, 4 mai 2006) et « Les Forts en thème. L'archive en question » (Espace 2, 8 et 10 décembre 2006), ainsi qu'à Infos Régions (TVRL, 19 décembre 2006).

M. Favez a rédigé :

- «Jean-Claude De Crez (1707-1770) : un recteur de collège chartiste», dans *Revue historique vaudoise* 113, 2005, pp. 37-60 (paru en été 2006) ;
- «Jean-François Ballissat (1736/7-1795) : sa carrière militaire», dans le *Bulletin généalogique vaudois* 2005, pp. 135-136 (paru en novembre 2006) ;
- «Des Alémaniques welsches ?... ou quand des germanophones du canton de Berne étaient en quête de bourgeoisies vaudoises au XVIII^e siècle... et leurs conséquences généalogiques», dans *Annuaire de la Société suisse d'études généalogiques* 2006, pp. 85-112 ;
- en collaboration avec Gilbert Marion, à propos de la Société de garçons de Lussery et Villars en 1737 : «Les Bickel de Gossens, ou la généalogie d'une famille non résidente de maîtres de basses œuvres alémaniques à travers les registres vaudois» (à paraître en 2007 dans le *Bulletin généalogique vaudois* 2006) ;
- «Le canton de Vaud et les sociétés d'histoire» (à paraître en 2007 dans les Actes du Colloque de 2005 de l'Académie Saint-Anselme à Aoste sur le thème «Patrimoine et identité»).

Il a présenté les conférences suivantes :

- exposés sur les sources utilisables pour la recherche généalogique, le 1^{er} mars au groupe généalogique de Connaissances 3, aux ACV, et le 9 septembre au Forum Généalogique et Histoire de la Famille au Centre Culturel de l'Eglise de Jésus Christ des Saints des Derniers Jours, à Epalinges ;
- allocution sur l'orpheline Françoise Dufour qui, à l'âge de 14 ans, réussit à imposer le choix de son époux à sa famille en 1624, le 21 octobre à Avenches, lors de la rencontre de la famille Dufour de Montreux, à l'occasion de la publication de la généalogie de celle-ci.

M. Gilliéron a présenté le métier d'archiviste, le 10 mars, dans le cadre du Forum Horizon 2006, organisé à l'Université de Lausanne.

M. Guisolan a obtenu un certificat en management public de l'IDHEAP, suite au cours suivi à titre personnel en 2005. Son travail écrit a porté sur *La politique, le principe de transparence et les Archives en Suisse : l'exemple des Archives cantonales vaudoises*.

Il a publié :

- « Le recrutement des officiers d'état-major général suisses durant la guerre froide (1945-1966) : sorte d'aristocratie militaire persistante ou démocratisation? », in *Revue internationale d'histoire militaire*, volume 86, Brussels, 2006, pp. 229-247 ;
- « Hiver 1871: Fribourg accueille des soldats de l'armée française en détresse », in *Bulletin d'information de la Ville de Fribourg/Mitteilungsblatt der Stadt Freiburg 1700* (230), décembre 2006, pp. 8-9.

Il a collaboré à la rédaction du troisième volume de l'inventaire des sources d'histoire militaire : Jaun, Rudolf; Zala, Sacha (éd.): *Verzeichnis der Quellenbestände zur schweizerischen Militärgeschichte / Inventaire des fonds relatifs à l'histoire militaire suisse / Inventario dei fondi per la storia militare svizzera*, vol. 3, "Sachsystematisches Findmittel zu den Beständen des Bundesarchivs / Inventaire thématique des fonds des Archives fédérales / Repertorio tematico dei fondi dell'Archivio federale", coll. "Inventaire", Archives fédérales suisses, Frac EMA 152 Archives de l'armée, Berne, 2006, 384 p.

Il a présenté une conférence sur le thème « L'état-major général suisse lors de la guerre froide », le 16 mars 2006, au Château de Morges, devant l'Association des amis du Musée militaire vaudois.

M. Pictet a donné des conférences dans le cadre des séminaires de formation « Gérer les archives courantes et intermédiaires » destinés aux secrétaires municipaux (voir le chapitre 4.2.). Le 12 mai à Chigny, il a présenté « La constitution de la mémoire cantonale : une histoire à rebondissements » devant l'assemblée des Vieux-Zofingiens vaudois.

Dossier thématique

En raison de sa taille, le dossier thématique de cette année fait l'objet d'un fascicule séparé.

Liste des dossiers thématiques publiés en complément du Rapport d'activité des ACV

Ces dossiers sont consultables en ligne sur le site Internet des ACV (www.vd.ch/archives-cantoniales).

- 1996 : *Profils des usagers et documents consultés : enseignements des données statistiques de 1996*, pp. 24-31 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Robert Pictet et Christian Gilliéron).
- 1997 : *La bibliothèque des Archives cantonales vaudoises ou la place de l'imprimé dans un dépôt d'archives*, pp. 29-47 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Michel Depoisier).
- 1998 : *Enquête systématique sur l'archivage dans l'administration cantonale vaudoise*, pp. 30-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration du personnel des ACV et des MAH).
- 1999 : *Conservation préventive et restauration aux Archives cantonales vaudoises : une chaîne de solidarités*, pp. 31-39 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Anne Bellanger).
- 2000 : *Coups de projecteur sur le microfilmage aux Archives cantonales vaudoises*, pp. 29-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Christophe Moratal).
- 2001 : *Un patrimoine exceptionnel et complexe aux Archives cantonales vaudoises : les archives médiévales*, pp. 32-51 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Pierre-Yves Favez et Sandrine Fantys). Une version longue a paru sous le même titre, en tiré à part, 55 p.
- 2002 : *Une approche négligée de l'informatique : l'archivage des données et des documents numériques*, pp. 33-55 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Olivier Conne).
- 2003 : *Quelles politiques pour quelles archives privées aux Archives cantonales vaudoises ?*, pp. 35-64 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Florence Dugrillon).
- 2004 : *Les Archives cantonales vaudoises, une valeur d'avenir ? Les enjeux d'un repositionnement administratif*, pp. 39-78 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Jérôme Guisolan).
- 2005 : *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif : 1886-1970*, 113 p. (Gilbert Coutaz).